

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2007 — 2542

[S — C — 2007/12208]

17 MAI 2007. — Loi portant exécution
de l'accord interprofessionnel pour la période 2007-2008 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — DISPOSITION GENERALE

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

TITRE II. — EMPLOI

CHAPITRE PREMIER. — Crédit-temps

Art. 2. A l'article 103quater de la loi de redressement du 22 janvier 1985 portant des dispositions sociales, inséré par la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie et remplacé par la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I), le troisième alinéa est abrogé.

CHAPITRE II. — Convention de premier emploi

Art. 3. L'article 42, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi, remplacé par la loi du 3 juillet 2005 portant des dispositions diverses relatives à la concertation sociale, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° ces employeurs privés soient liés par une convention collective de travail visée à l'article 190 de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I), qui prévoit un effort d'au moins 0,15 % pour la période déterminée en application de l'article 195, alinéa 3, de la loi du 27 décembre 2006 précitée; ».

CHAPITRE III. — Prépension

Section 1^{er}. — Prépension à temps plein

Art. 4. A l'article 110, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, modifié par les lois des 10 août 2001, 1^{er} avril 2003 et 3 juillet 2005, les mots « au cours de la période du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2006 » sont remplacés par les mots « au cours de la période du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2008 ».

Section 2. — Prépension à mi-temps

Art. 5. A l'article 112, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par les lois des 10 août 2001, 1^{er} avril 2003 et 3 juillet 2005, les mots « pour la période du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2006 » sont remplacés par les mots « pour la période du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2008 ».

Art. 6. § 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 27 janvier 1997 portant des mesures relatives à la prépension à mi-temps en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, modifié par les lois des 26 mars 1999, 10 août 2001, 1^{er} avril 2003 et 3 juillet 2005, les mots « pour la période du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2006 » sont remplacés par les mots « pour la période du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2008 ».

§ 2. A l'article 4 du même arrêté, modifié par les lois des 10 août 2001, 1^{er} avril 2003 et 3 juillet 2005, les mots « 30 juin 2004 » sont remplacés par les mots « 30 juin 2006 ».

§ 3. A l'article 5 du même arrêté, modifié par les lois des 10 août 2001, 1^{er} avril 2003 et 3 juillet 2005, les mots « 31 décembre 2006 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 2008 ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2007 — 2542

[S — C — 2007/12208]

17 MEI 2007. — Wet houdende uitvoering
van het interprofessioneel akkoord voor de periode 2007-2008 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekraftigen hetgeen volgt :

TITEL I. — ALGEMENE BEPALING

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

TITEL II. — WERK

HOOFDSTUK I. — Tijdskrediet

Art. 2. In artikel 103quater van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001 betreffende de verzoening van werkgelegenheid en kwaliteit van het leven en vervangen bij de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I), wordt het derde lid opgeheven.

HOOFDSTUK II. — Startbanenstelsel

Art. 3. Artikel 42, § 1, 1^o, van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid, vervangen bij de wet van 3 juli 2005 houdende diverse bepalingen betreffende het sociaal overleg, wordt vervangen als volgt :

« 1° deze werkgevers uit de private sector gebonden zijn door een collectieve arbeidsovereenkomst zoals bedoeld in artikel 190 van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I), die een inspanning voorziet van ten minste 0,15 % voor de periode, bepaald in uitvoering van artikel 195, derde lid, van voornoemde wet van 27 december 2006; ».

HOOFDSTUK III. — Brugpensioen

Afdeling 1. — Voltijds brugpensioen

Art. 4. In artikel 110, § 1, eerste lid, van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen, gewijzigd bij de wetten van 10 augustus 2001, 1 april 2003 en 3 juli 2005, worden de woorden « in de periode van 1 januari 2005 tot 31 december 2006 » vervangen door de woorden « in de periode van 1 januari 2007 tot 31 december 2008 ».

Afdeling 2. — Halftijds brugpensioen

Art. 5. In artikel 112, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 10 augustus 2001, 1 april 2003 en 3 juli 2005, worden de woorden « voor de periode van 1 januari 2005 tot 31 december 2006 » vervangen door de woorden « voor de periode van 1 januari 2007 tot 31 december 2008 ».

Art. 6. § 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 27 januari 1997 houdende maatregelen met betrekking tot het halftijds brugpensioen met toepassing van artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, gewijzigd bij de wetten van 26 maart 1999, 10 augustus 2001, 1 april 2003 en 3 juli 2005, worden de woorden « voor de periode van 1 januari 2005 tot 31 december 2006 » vervangen door de woorden « voor de periode van 1 januari 2007 tot 31 december 2008 ».

§ 2. In artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wetten van 10 augustus 2001, 1 april 2003 en 3 juli 2005, worden de woorden « 30 juni 2004 » vervangen door de woorden « 30 juni 2006 ».

§ 3. In artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wetten van 10 augustus 2001, 1 april 2003 en 3 juli 2005, worden de woorden « 31 december 2006 » vervangen door de woorden « 31 december 2008 ».

CHAPITRE IV. — Modification de la loi du 5 septembre 2001 visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs

Art. 7. L'article 13 de la loi du 5 septembre 2001 visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs, modifié par les lois des 23 décembre 2005 et 20 juin 2006, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. § 1^{er}. Un travailleur dont l'employeur a mis fin au contrat de travail a droit à une procédure de reclassement professionnel telle qu'elle est fixée dans une convention collective de travail, conclue au sein du Conseil national du travail et rendue obligatoire par arrêté royal ou fixée par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres, à défaut de convention collective de travail conclue dans les deux mois de la saisine du Conseil national du Travail.

Ce droit n'est toutefois accordé que si le travailleur remplit simultanément les conditions suivantes :

- 1° il n'a pas été licencié pour motif grave;
- 2° au moment du licenciement, il est âgé d'au moins 45 ans;
- 3° au moment du licenciement, il compte au moins un an d'ancienneté de service ininterrompue auprès de l'employeur.

Le droit ne lui est pas non plus accordé à partir du moment où il peut demander le bénéfice de la pension de retraite.

§ 2. L'employeur doit, après que le congé ait été donné, offrir au travailleur visé aux § 1^{er}, alinéas 1 et 2, une procédure de reclassement professionnel dont les conditions et délais sont déterminés par l'instrument juridique déterminé au § 1^{er}, alinéa 1.

§ 3. Par dérogation au § 2, l'employeur n'est pas tenu d'offrir une procédure de reclassement professionnel :

1° au travailleur qui est lié par un contrat de travail comportant une durée hebdomadaire de travail moyenne normale qui n'atteint pas la moitié de la durée de travail du travailleur à temps plein se trouvant dans une situation comparable au sens de l'article 2 de la loi du 5 mars 2002 relative au principe de non-discrimination en faveur des travailleurs à temps partiel;

2° au travailleur qui est dans une situation telle que s'il devenait chômeur complet indemnisé à l'issue du délai de préavis ou de la période couverte par une indemnité de congé, il ne devrait pas être disponible pour le marché général de l'emploi; le Roi détermine, après avis du Conseil national du Travail, les catégories qui ne doivent pas être disponibles pour le marché général de l'emploi pour l'application de cette disposition.

§ 4. Par dérogation au § 3, l'employeur est tenu d'offrir une procédure de reclassement professionnel aux travailleurs visés au § 3 lorsqu'ils lui en font explicitement la demande.

Art. 8. Le Roi détermine la date de l'entrée en vigueur du présent chapitre.

CHAPITRE V. — Modification de l'article 41 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail

Art. 9. L'article 41 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, modifié par la loi du 23 juin 1981, est complété par l'alinéa suivant :

« Les travailleurs visés à l'article 13, § 3, 2^o, de la loi du 5 septembre 2001 visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs, ne bénéficient du droit prévu au présent article que s'ils demandent une procédure de reclassement professionnel. »

Art. 10. Le Roi détermine la date de l'entrée en vigueur du présent chapitre.

CHAPITRE VI. — Congé éducation payé

Section 1^{er}. — Augmentation des plafonds pour les heures en coïncidence

Art. 11. Dans l'article 111 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, modifié par les arrêtés royaux du 28 mars 1995 et du 1^{er} septembre 2006 et par les lois des 10 juin 1993, 20 juillet et 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I), il est inséré un § 3, rédigé comme suit :

« Lorsque les heures de cours - malgré l'application de ce qui a été visé par la planification collective - coïncident avec le temps de travail de l'intéressé, les heures de congé peuvent être prises au-delà des plafonds visés au § 1^{er}, de sorte qu'au total 120 heures de congé peuvent être accordées pour suivre soit des formations professionnelles soit plusieurs cours de nature différente. »

HOOFDSTUK IV. — Wijziging van de wet van 5 september 2001 tot de verbetering van de werkgelegenheidsraad van de werknemers

Art. 7. Artikel 13 van de wet van 5 september 2001 tot de verbetering van de werkgelegenheidsraad van de werknemers, gewijzigd bij de wetten van 23 december 2005 en 20 juni 2006, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 13. § 1 Een werknemer wiens arbeidsovereenkomst door de werkgever is beëindigd, heeft recht op een outplacementbegeleiding, zoals bepaald in een collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in de Nationale Arbeidsraad en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit of vastgesteld door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bij ontstentenis van een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten binnen de twee maanden na de aanhangigmaking van de Nationale Arbeidsraad.

Dit recht wordt evenwel slechts toegekend wanneer de werknemer gelijktijdig aan de volgende voorwaarden voldoet :

- 1° hij is niet ontslagen om dringende redenen;
- 2° op het ogenblik van het ontslag is hij minstens 45 jaar;
- 3° op het ogenblik van het ontslag heeft hij ten minste één jaar ononderbroken diensttijd bij de werkgever.

Het recht wordt hem niet langer toegekend vanaf het moment waarop hij het rustpensioen kan vragen.

§ 2. De werkgever moet, nadat het ontslag werd gegeven, de in § 1, eerste en tweede lid, bedoelde werknemer een outplacementbegeleiding aanbieden waarvan de voorwaarden en termijnen bepaald worden door het juridisch instrument voorzien in § 1, eerste lid.

§ 3. In afwijking van § 2, is de werkgever er niet toe gehouden een outplacementbegeleiding aan te bieden :

1° de werknemer die verbonden is door een arbeidsovereenkomst met een normaal gemiddelde wekelijkse arbeidsduur die niet de helft bedraagt van de arbeidsduur van een voltijdse werknemer in een vergelijkbare situatie in de zin van artikel 2 van de wet van 5 maart 2002 betreffende het beginsel van non-discriminatie ten gunste van deeltijd-werkers;

2° de werknemer die, indien hij volledig uitkeringsgerechtigde werkloze zou worden na het einde van de opzeggingstermijn of de periode gedeckt door een opzeggingsvergoeding, niet beschikbaar zou moeten zijn voor de algemene arbeidsmarkt; de Koning bepaalt, na advies van de Nationale Arbeidsraad, de categorieën die niet beschikbaar moeten zijn voor de algemene arbeidsmarkt voor de toepassing van deze bepaling.

§ 4. In afwijking van § 3, is de werkgever gehouden een outplacementbegeleiding aan te bieden aan de in § 3 bedoelde werknemers wanneer zij er hem uitdrukkelijk om verzoeken.

Art. 8. De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK V. — Wijziging van artikel 41 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten

Art. 9. Artikel 41 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, gewijzigd bij de wet van 23 juni 1981, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De werknemers bedoeld bij artikel 13, § 3, 2^o van de wet van 5 september 2001 tot de verbetering van de werkgelegenheidsraad van de werknemers, genieten slechts van het recht voorzien in dit artikel wanneer ze vragen om een outplacementbegeleiding. »

Art. 10. De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK VI. — Betaald educatief verlof

Afdeling 1. — Verhoging aantal uren bij samenloop

Art. 11. In artikel 111 van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 28 maart 1995 en 1 september 2006 en door de wetten van 10 juni 1993, 20 juli en 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I), wordt een § 3 ingevoegd, luidende :

« De verlofuren kunnen opgenomen worden boven de maxima bedoeld in § 1, zodanig dat er in totaal 120 verlofuren kunnen worden opgenomen hetzij voor het volgen van beroepsopleidingen hetzij voor het volgen van meerdere cursussen van verschillende aard, als de lesuren - ondanks de toepassing van wat bij de collectieve planning werd betracht - toch samenvallen met de voorziene arbeidstijd van de betrokken werknemer. »

Section 2. — Prêt sans intérêt octroyé par le Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises

Art. 12. Les dispositions suivantes ont pour objectif de sécuriser le financement du système du congé-éducation payé pour la période 2007-2008.

Art. 13. Pour atteindre le but fixé dans l'article 12, le Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, institué auprès de l'Office national de l'emploi par l'article 9 de la loi du 28 juin 1966 relative à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, met à disposition de l'Office de l'emploi pour la période 2007-2008 un prêt sans intérêt pour les remboursements dans le cadre des congés-éducation payés.

Art. 14. Le montant de ce prêt sans intérêt est fixé à un montant maximum de 50 millions d'euros.

Art. 15. Le prêt sans intérêt doit être totalement remboursé par l'Office national de l'emploi au Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises dans une période fixée par le Roi, après avis du comité de gestion du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises.

Le remboursement dû pour une année déterminée s'effectue à partir du montant global obtenu en application de l'article 121, § 4, alinéa 1^{er}, de la loi de redressement du 22 janvier 1985, pour l'année en question.

Art. 16. Le Roi détermine, après avis du Comité de gestion du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, les modalités d'exécution relatives aux articles 12 à 15.

Section 3. — Diminution du délai d'introduction pour les demandes de remboursements

Art. 17. Dans l'article 137bis, § 1^{er} de la loi de redressement du 22 janvier 1985, inséré par la loi du 22 décembre 1989 et modifié par l'arrêté royal du 28 mars 1995 et la loi du 27 décembre 2006, le deuxième alinéa est remplacé comme suit :

« Le délai de deux ans visé à l'alinéa précédent est réduit à un an et demi à partir de l'année scolaire 2006-2007. »

Section 4. — Adaptation des moyens budgétaires attribués pour les années scolaires respectives

Art. 18. A l'article 121 de la loi de redressement du 22 janvier 1985, remplacé la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I), sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, le dernier alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« Dans le courant du mois de septembre de chaque année, l'Office National de Sécurité Sociale estime, sur base de la cotisation établie conformément aux alinéas précédents, le revenu probable de cette cotisation pour l'année civile suivante. »

2° le § 3 est complété par l'alinéa suivant :

« En dérogation à l'alinéa précédent, la part de l'Etat belge est estimée à 84.360.000 euros pour l'année civile 2007. »

3° au § 4, le deuxième alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le montant global visé dans l'alinéa précédent est majoré pour les années 2007 et 2008 du montant du prêt sans intérêt octroyé par le Fonds de fermeture d'entreprises, attribué en application de la section 2 du Chapitre VI du Titre II de la loi du 17 mai 2007 portant contenants exécution de l'accord interprofessionnel 2007-2008. »

4° un § 5 est ajouté, rédigé comme suit :

« § 5. Le montant global fixé conformément aux paragraphes précédents pour chaque année civile est, à partir de l'année civile 2009, utilisé pour les remboursements afférents aux déclarations de créance qui ont été reçues dans l'année précédente par le Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

Le montant global fixé conformément aux paragraphes précédents pour chaque année civile est, pour les années civiles 2007 et 2008, utilisé pour les remboursements liés aux années scolaires antérieures à l'année scolaire 2007-2008.

Le Roi peut, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, déterminer les conditions et les modalités complémentaires visant l'exécution des alinéas précédents. »

Afdeling 2. — Renteloze lening vanwege het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers

Art. 12. De hierna volgende bepalingen hebben als doel om de financiering van het stelsel betaald educatief verlof in de periode 2007-2008 veilig te stellen.

Art. 13. Om de doelstelling bepaald in artikel 12 te bereiken, stelt het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers, opgericht bij de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening bij artikel 9 van de Wet van 28 juni 1966 betreffende de schadeloosstelling van de werknemers die ontslagen worden bij sluiting van ondernemingen, in de periode 2007-2008 een renteloze lening ter beschikking van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening voor de terugbetalingen in het kader van betaald educatief verlof.

Art. 14. Het bedrag van deze renteloze lening wordt vastgelegd op een maximumbedrag van 50 miljoen euro.

Art. 15. De renteloze lening moet door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening volledig terugbetaald worden aan het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers binnen een periode die wordt bepaald door de Koning, na advies van het Beheerscomité van het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers.

De in een bepaalde jaar verschuldigde terugbetaling gebeurt vanuit het globale bedrag dat wordt bekomen door toepassing van het artikel 121, § 4, eerste lid van de Herstelwet van 22 januari 1985 voor het betreffende jaar.

Art. 16. De Koning bepaalt, na advies van het Beheerscomité van het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers, de uitvoeringsmodaliteiten met betrekking tot de artikelen 12 tot 15.

Afdeling 3. — Inkorting van de indieningstermijn voor de aanvragen tot terugbetaling

Art. 17. In artikel 137bis, § 1, van de herstelwet van 22 januari 1985, ingevoegd bij de wet van 22 december 1989 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 maart 1995 en de wet van 27 december 2006, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« De in het vorige lid bedoelde termijn van twee jaar wordt vanaf het schooljaar 2006-2007 herleid tot anderhalf jaar. »

Afdeling 4. — Aanpassing van de toewijzing van begrotingsmiddelen aan de respectievelijke schooljaren

Art. 18. In artikel 121 van de herstelwet van 22 januari 1985, vervangen bij de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I), worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 wordt het laatste lid vervangen als volgt :

« En de loop van de maand september van elk jaar raamt de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, op basis van de overeenkomstig de vorige ledien vastgestelde bijdrage, de voor het volgend kalenderjaar vermoedelijke opbrengst van die bijdrage. »

2° § 3 wordt aangevuld als volgt :

« In afwijking van het voorgaande lid wordt het aandeel van de Belgische Staat voor het kalenderjaar 2007 vastgesteld op 84.360.000 euro. »

3° in § 4 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Het in het vorige lid bedoelde globaal bedrag wordt in de jaren 2007 en 2008 verhoogd met het bedrag van de renteloze lening vanwege het Fonds voor Sluiting van Ondernemingen, toegekend in uitvoering afdeling 2 van Hoofdstuk VI van Titel II van de wet van 17 mei 2007 houdende uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2007-2008. »

4° er wordt een § 5 toegevoegd, luidende :

« § 5. Het overeenkomstig de voorgaande paragrafen in elk kalenderjaar vastgesteld globaal bedrag wordt, vanaf het kalenderjaar 2009, aangewend voor de terugbetalingen van de schuldborderingen die in het daarvan voorafgaand jaar ontvangen werden op de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Het overeenkomstig de voorgaande paragrafen in elk kalenderjaar vastgesteld globaal bedrag wordt, voor de kalenderjaren 2007 en 2008, aangewend voor de terugbetalingen die betrekking hebben op de schooljaren voorafgaand aan het schooljaar 2007-2008.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere voorwaarden en modaliteiten bepalen met betrekking tot de uitvoering van de vorige ledien. »

Section 5. — Entrée en vigueur

Art. 19. Le présent chapitre produit ses effets le 1^{er} janvier 2007, à l'exception de la section 1^{ère} qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 2007 pour les formations suivies à partir de cette date.

Art. 20. Le troisième alinéa de l'article 202 de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I) est abrogé.

CHAPITRE VII. — *Modification de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail*

Art. 21. Dans la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, dont l'article 12ter, inséré par la loi du 21 décembre 1994, devient l'article 12quater, est introduit un article 12ter rédigé comme suit :

« Art. 12ter. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 11 et 12, les dispositions d'une convention collective de travail conclue entre un employeur et toutes les organisations représentatives des travailleurs représentées au sein de la délégation syndicale et prévoyant l'introduction d'un régime d'horaires flexibles au sens de l'article 20bis de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, sont introduites dans le règlement de travail dès le dépôt de cette convention au greffe de la direction générale des relations collectives de travail du service fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, mettant ainsi le règlement de travail en conformité avec les dispositions de l'article 6, 1^{er}, alinéa 4 de la présente loi.

§ 2. Par dérogation aux articles 11 et 12, les dispositions d'une convention collective de travail conclue au sein d'un organe paritaire et prévoyant l'introduction d'un régime d'horaires flexibles au sens de l'article 20bis de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, sont introduites dans le règlement de travail, au plus tôt au moment du dépôt de cette convention au greffe de la direction générale des relations collectives de travail du service fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, pour autant que cette convention collective de travail contienne toutes les mentions exigées par les dispositions de l'article 6, 1^{er}, alinéa 4 de la présente loi.

§ 3. Par dérogation aux articles 11 et 12, si la convention collective de travail ne satisfait pas aux conditions fixées au § 2, mais qu'elle détermine avec précision la durée du travail, son calcul et l'écart entre les horaires alternatifs et les horaires de travail normaux, le règlement de travail peut être adapté par l'employeur pour le mettre en conformité avec les dispositions de l'article 6, 1^{er}, alinéa 4 de la présente loi et ce au plus tôt au moment du dépôt de cette convention au greffe de la direction générale des relations collectives de travail du service fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

§ 4 Lorsqu'il n'est pas satisfait aux conditions fixées aux §§ 2 et 3, la convention collective de travail conclue au sein d'un organe paritaire prévoyant l'introduction d'un régime d'horaires flexibles au sens de l'article 20bis de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, peut fixer une procédure de modification du règlement de travail dérogeant aux articles 11 et 12 de la présente loi pour le mettre en conformité avec les dispositions de l'article 6, 1^{er}, alinéa 4 de la présente loi ».

Art. 22. L'article 21 entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi dans le *Moniteur belge*.

CHAPITRE VIII. — *Modification de la loi du 3 juillet 2005 portant des dispositions diverses relatives à la concertation sociale*

Art. 23. L'article 28, alinéa 2, de la loi du 3 juillet 2005 portant des dispositions diverses relatives à la concertation sociale, est remplacé par la disposition suivante :

« Sur proposition du Conseil national du travail, le Roi fixe la date à partir de laquelle les montants des primes en faveur des bénéficiaires doivent être communiqués à l'Office national de Sécurité sociale dans la déclaration trimestrielle qui porte sur le trimestre au cours duquel ces primes ont été octroyées. ».

CHAPITRE IX. — *Modification de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations*

Art. 24. L'article 30 de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 30. § 1^{er}. Lorsque les efforts globaux en matière de formation de tous les employeurs relevant du champ d'application de la loi du 5 décembre 1968 relative aux conventions collectives de travail et aux commissions paritaires n'atteignent pas ensemble au moins 1,9 pct. de la masse salariale totale de ces entreprises, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et selon les conditions et modalités déterminées par Lui, augmenter de 0,05 pct. la cotisation patronale

Afdeling 5. — Inwerkingtreding

Art. 19. Dit hoofdstuk heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2007, uitgezonderd afdeling 1 die in werking treedt op 1 september 2007 voor de opleidingen die vanaf die datum gevolgd worden.

Art. 20. Het derde lid van artikel 202 van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I) wordt opgeheven.

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen*

Art. 21. In de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen, waarvan artikel 12ter, ingevoegd door de wet van 21 december 1994, artikel 12quater wordt, wordt een artikel 12ter ingevoegd luidende :

« Art. 12ter. § 1. In afwijking van de artikelen 11 en 12, worden de bepalingen van een collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten tussen een werkgever en alle representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigd in de vakbondsafvaardiging, en waarbij een regeling van flexibele uurroosters wordt ingevoerd zoals bepaald in artikel 20bis van de arbeidswet van 16 maart 1971, in het arbeidsreglement ingevoegd vanaf de neerlegging van deze collectieve arbeidsovereenkomst op de griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, waardoor het arbeidsreglement in overeenstemming wordt gebracht met het bepaalde in artikel 6, 1^{er}, vierde lid van deze wet.

§ 2. In afwijking van de artikelen 11 en 12, worden de bepalingen van een collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in een paritaire orgaan en waarbij een regeling van flexibele uurroosters wordt ingevoerd zoals bepaald in artikel 20bis van de arbeidswet van 16 maart 1971, in het arbeidsreglement ingevoegd ten vroegste vanaf het ogenblik van neerlegging van deze collectieve arbeidsovereenkomst op de griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, voor zover deze collectieve arbeidsovereenkomst alle vermeldingen bevat opgelegd door het bepaalde in artikel 6, 1^{er}, vierde lid van deze wet.

§ 3. Indien de collectieve arbeidsovereenkomst niet voldoet aan de in § 2 bepaalde voorwaarden maar duidelijk de arbeidsduur, de berekening ervan en het verschil tussen de alternatieve uurroosters en de gewone uurroosters bepaalt, mag in afwijking van de artikelen 11 en 12 de werkgever het arbeidsreglement aanpassen om het in overeenstemming te brengen met het bepaalde in artikel 6, 1^{er}, vierde lid van deze wet en dit ten vroegste vanaf het ogenblik van neerlegging van deze collectieve arbeidsovereenkomst op de griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

§ 4. Wanneer aan de voorwaarden vastgelegd bij de §§ 2 en 3 niet is voldaan, mag de collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in een paritaire orgaan en waarbij een regeling van flexibele uurroosters wordt ingevoerd zoals bepaald in artikel 20bis van de arbeidswet van 16 maart 1971, een procedure tot wijziging van het arbeidsreglement voorzien die afwijkt van de artikelen 11 en 12 van deze wet om het in overeenstemming te brengen met het bepaalde in artikel 6, 1^{er}, vierde lid van deze wet. »

Art. 22. Artikel 21 treedt in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

HOOFDSTUK VIII. — *Wijziging van de wet van 3 juli 2005 houdende diverse bepalingen betreffende het sociaal overleg*

Art. 23. Artikel 28, tweede lid, van de wet van 3 juli 2005 houdende diverse bepalingen betreffende het sociaal overleg, wordt als volgt vervangen :

« Op voorstel van de Nationale Arbeidsraad bepaalt de Koning de datum vanaf wanneer de bedragen van de premies voor de begunstigden moeten worden aangegeven aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid in de kwartaalaangifte die betrekking heeft op het kwartaal waarbinnen deze premies werden toegekend. ».

HOOFDSTUK IX. — *Wijziging van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact*

Art. 24. Artikel 30 van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact wordt vervangen als volgt :

« Art. 30. § 1. Wanneer de globale inspanningen inzake opleiding van alle werkgevers die ressorteren onder de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités samen niet minstens 1,9 pct. van de totale loonmassa van die ondernemingen bedragen, kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en onder de voorwaarden en nadere regels die Hij bepaalt, voor de ondernemingen behorend tot de sectoren die

pour le financement du congé-éducation payé pour les entreprises appartenant aux secteurs qui réalisent des efforts insuffisants en matière de formation.

§ 2. On entend par la notion « secteur » visé au 1^{er}, l'ensemble des employeurs qui ressortissent à une commission paritaire ou à une sous-commission paritaire en vertu de la loi du 5 décembre 1968 relative aux conventions collectives de travail et aux commissions paritaires

Pour l'application du § 1^{er} est considéré comme, « secteur qui réalise des efforts insuffisants en matière de formation », le secteur où, l'année à laquelle se rapporte l'évaluation de l'effort global de 1,9 pour cent, tel que visé au paragraphe 3, il n'y a pas de convention collective de travail en vigueur concernant des efforts supplémentaires en matière de formation augmentant ceux-ci d'au moins 0,1 point de pourcentage chaque année ou qui ne prévoit pas au moins de relever annuellement de 5 points de pourcentage le taux de participation à la formation. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions auxquelles doit répondre la convention collective du travail relative aux efforts supplémentaires en matière de formation afin d'être considérée comme une augmentation suffisante des efforts; plus particulièrement seront prises en compte une adaptation éventuelle des cotisations en faveur du fonds sectoriel de formation, l'octroi d'un temps de formation par travailleur individuellement ou collectivement, l'offre et l'acceptation d'une offre de formation en dehors des heures de travail et un planning de formation collective via le conseil d'entreprise.

§ 3. La constatation que les efforts globaux en matière de formation de tous les employeurs visés au § 1^{er} atteignent ou n'atteignent pas l'ensemble d'au moins 1,9 pct. de la masse salariale totale de ces entreprises, est évaluée sur base du rapport technique du Conseil central de l'économie, visé à l'article 5 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité. Le rapport précité a trait aux efforts globaux en matière de formation de l'année précédant l'année dans laquelle ce rapport est émis.

En ce qui concerne les années pour lesquelles s'appliquent les bilans sociaux renouvelés, visés dans les avis numéros 1536 et 1573 du Conseil national du Travail, le rapport susmentionné se sera basé sur ces bilans sociaux.

Si dans le cadre de l'accord interprofessionnel, les partenaires sociaux émettent un avis stipulant qu'ils estiment qu'une analyse complémentaire est nécessaire parce que la différence entre l'effort global constaté sur la base du rapport technique visé au premier paragraphe, d'une part et le 1,9 pour cent de la masse salariale à réaliser d'autre part est limitée, l'évaluation se fait sur la base d'une confirmation complémentaire des données de formation par la Banque nationale. Cette confirmation complémentaire doit être fournie au plus tard dans le courant du troisième trimestre de l'année suivant celle où le rapport a été émis.

§ 4. Pour l'application du § 1^{er}, le pourcentage de 1,9 peut être remplacé au plus tôt le 1^{er} janvier 2007, par un pourcentage supérieur déterminé par le Roi sur avis du Conseil national du Travail et du Conseil central de l'économie, sans que ce pourcentage ne puisse dépasser de 0,2 points de pourcentage celui qui était d'application l'année précédente. ».

TITRE III. — FINANCES

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions diverses relatives à la concertation sociale

Art. 25. A l'article 154bis du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 3 juillet 2005 et modifié par la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, porter le pourcentage visé à l'alinéa 2 à maximum :

- 66,81 p.c. pour une heure prestée à laquelle s'applique un sursalaire légal de 20 p.c.;

- 57,75 p.c. pour une heure prestée à laquelle s'applique un sursalaire légal de 50 ou 100 p.c. »;

2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« II saisira les Chambres législatives, immédiatement si elles sont réunies, sinon dès l'ouverture de leur plus prochaine session, d'un projet de loi de confirmation des arrêtés pris en exécution de l'alinéa précédent. ».

onvoldoende opleidingsinspanningen realiseren, de werkgeversbijdrage voor de financiering van het educatief verlof verhogen met 0,05 pct.

§ 2. Onder het in § 1 bepaald begrip « sector » wordt verstaan het geheel van werkgevers die ressorteren onder een overeenkomstig de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, opgericht paritair comité of paritair subcomité.

Voor de toepassing van § 1 wordt beschouwd als « sector die onvoldoende opleidingsinspanningen realiseert », de sector waar, in het jaar waarop de meting van de globale inspanning van 1,9 % zoals bedoeld in paragraaf 3 betrekking heeft, geen collectieve arbeidsovereenkomst inzake bijkomende opleidingsinspanningen van kracht is die jaarlijks de inspanning met 0,1 procentpunten verhoogt of die voorziet in een jaarlijkse toename van de participatiegraad aan vorming en opleiding met minstens 5 procentpunten. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de voorwaarden waaraan de collectieve arbeidsovereenkomst inzake bijkomende opleidingsinspanningen moet voldoen om beschouwd te worden als een voldoende verhoging van de opleidingsinspanningen, waarbij inzonderheid rekening zal worden gehouden met de eventuele aanpassing van de bijdragen voor het sectorale opleidingsfonds, het toekennen van opleidingstijd per werknemer individueel of collectief, het aanbieden en het ingaan van een vormingsaanbod buiten de werkuren en stelsels van collectieve opleidingsplanning via de ondernemingsraad.

§ 3. De vaststelling dat de in § 1 bepaalde globale inspanningen inzake opleiding al dan niet 1,9 pct. van de totale loonmassa van die ondernemingen bedragen, wordt beoordeeld op basis van het in artikel 5 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen bedoeld technisch verslag van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven. Voormalig verslag heeft betrekking op de globale inspanningen inzake opleiding van het jaar voorafgaand aan dit waarop dit verslag wordt uitgebracht.

Voor de jaren waarvoor de vernieuwde sociale balansen bedoeld in de adviezen nummers 1536 en 1573 van de Nationale arbeidsraad van toepassing zijn, zal voormalig verslag gebaseerd zijn op deze vernieuwde sociale balansen.

Indien de sociale partners in het kader van het interprofessioneel akkoord een unaniem advies uitbrengen waarin staat dat zij van oordeel zijn dat een bijkomende analyse nodig is omdat het verschil tussen de op basis van het eerste lid bedoeld technische verslag vastgestelde globale inspanning enerzijds en de te realiseren 1,9 pct. van de loonmassa anderzijds dermate beperkt is, zal de vaststelling gebeuren op basis van een bijkomende bevestiging van de vormingsgegevens door de Nationale Bank. Deze bijkomende vaststelling dient te worden gegeven uiterlijk in de loop van het derde kwartaal van het jaar volgend op dat waarin het verslag werd uitgebracht.

§ 4. Voor de toepassing van § 1 kan, ten vroegste met ingang van 1 januari 2007, het percentage van 1,9 vervangen worden door een hoger percentage, vastgesteld door de Koning na advies van de Nationale Arbeidsraad en de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven, zonder dat dit percentage 0,2 procentpunten hoger mag liggen dan dit dat van toepassing was in het vorige jaar. ».

TITEL III. — FINANCIËN

HOOFDSTUK I. — Diverse bepalingen betreffende het sociaal overleg

Art. 25. In artikel 154bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 3 juli 2005 en gewijzigd bij de programmatief (I) van 27 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid wordt vervangen als volgt :

« De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het in het tweede lid bedoelde percentage verhogen tot maximaal :

- 66,81 pct. voor een gepresteerd uur waarop een wettelijke overwerktoeslag van 20 pct. van toepassing is;

- 57,75 pct. voor een gepresteerd uur waarop een wettelijke overwerktoeslag van 50 of 100 pct. van toepassing is. »;

2° het volgende lid wordt ingevoegd tussen het derde en het vierde lid :

« Hij zal bij de Wetgevende Kamers, onmiddellijk indien ze in zitting zijn, zonet bij de opening van de eerstvolgende zitting, een wetsontwerp indienen tot bekragting van de ter uitvoering van het vorige lid genomen besluiten. ».

Art. 26. A l'article 275¹ du même Code, inséré par la loi du 3 juillet 2005 et modifié par la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

« Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, porter le pourcentage visé à l'alinéa 3 à maximum :

- 32,19 p.c. pour une heure prestée à laquelle s'applique un sursalaire légal de 20 p.c.;

- 41,25 p.c. pour une heure prestée à laquelle s'applique un sursalaire légal de 50 ou 100 p.c. »;

2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 4 et 5 :

« Il saisira les Chambres législatives, immédiatement si elles sont réunies, sinon dès l'ouverture de leur plus prochaine session, d'un projet de loi de confirmation des arrêtés pris en exécution de l'alinéa précédent. ».

Art. 27. Les articles 25 et 26 sont applicables aux rémunérations relatives aux heures prestées comme travail supplémentaire payées ou attribuées à partir du 1^{er} avril 2007.

Art. 28. Dans le titre VI, chapitre premier, section IV, du même Code, il est inséré un article 275⁷, rédigé comme suit :

« Article 275⁷. - Les employeurs définis à l'alinéa 2 qui paient ou attribuent des rémunérations et qui sont redevables du précompte professionnel sur ces rémunérations en vertu de l'article 270, 1^o, sont dispensés de verser au Trésor une partie de ce précompte professionnel, à condition de retenir sur ces rémunérations la totalité dudit précompte.

Les dispositions du présent article s'appliquent :

- aux employeurs qui sont compris dans le champ d'application de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires;

- aux entreprises agréées pour le travail intérimaire qui mettent des intérimaires à disposition des entreprises visées au premier tiret.

Le précompte professionnel qui ne doit pas être versé est égal à 0,25 p.c. du montant brut des rémunérations avant retenue des cotisations personnelles de sécurité sociale.

Le Roi détermine les modalités d'application du présent article. ».

Art. 29. L'article 28 est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 1^{er} octobre 2007.

Art. 30. Dans le titre VI, chapitre premier, section IV, du même Code, il est inséré un article 275⁸ rédigé comme suit :

« Art. 275⁸ Le présent article est applicable aux employeurs qui s'occupent exclusivement de la culture des champignons et tombent sous la commission paritaire de l'horticulture et qui sont redevables du précompte professionnel en application de l'article 270, 1^o.

Les employeurs visés à l'alinéa 1^{er} ne sont pas tenus de verser au Trésor une partie du précompte professionnel dont ils sont redevables en raison du paiement ou de l'attribution des rémunérations imposables visé à l'article 273, 1^o, aux travailleurs. Toutefois, la présente disposition ne peut être appliquée qu'au précompte professionnel retenu en exécution de l'article 272.

Le précompte professionnel qui ne doit pas être versé est égal à 6 p.c. du montant brut des rémunérations et ce avant retenue des cotisations personnelles de sécurité sociale.

Art. 26. In artikel 275¹ van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 3 juli 2005 en gewijzigd bij de programmawet (I) van 27 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het vierde lid wordt vervangen als volgt :

« De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het in het derde lid bedoelde percentage verhogen tot maximaal :

- 32,19 pct. voor een gepresteerd uur waarop een wettelijke overwerktoeslag van 20 pct. van toepassing is;

- 41,25 pct. voor een gepresteerd uur waarop een wettelijke overwerktoeslag van 50 of 100 pct. van toepassing is. »;

2° het volgende lid wordt ingevoegd tussen het vierde en het vijfde lid :

« Hij zal bij de Wetgevende Kamers, onmiddellijk indien ze in zitting zijn, zonet bij de opening van de eerstvolgende zitting, een wetsontwerp indienen tot bekraftiging van de ter uitvoering van het vorige lid genomen besluiten. ».

Art. 27. De artikelen 25 en 26 zijn van toepassing op de vanaf 1 april 2007 betaalde of toegekende bezoldigingen betreffende uren die als overwerk zijn gepresteerd.

Art. 28. In titel VI, hoofdstuk I, afdeling IV, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 275⁷ ingevoegd, luidende :

« Artikel 275⁷. De in het tweede lid omschreven werkgevers die bezoldigingen betalen of toekennen en die krachtens artikel 270, 1^o, schuldenaar zijn van de bedrijfsvoorheffing op die bezoldigingen, worden ervan vrijgesteld een deel van die bedrijfsvoorheffing in de Schatkist te storten, op voorwaarde dat de genoemde voorheffing volledig op die bezoldigingen wordt ingehouden.

De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing op :

- werkgevers die onder het toepassingsgebied vallen van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

- de ondernemingen die erkend zijn voor uitzendarbeid die uitzendkrachten ter beschikking stellen van de in het eerste streepje bedoelde ondernemingen.

De niet te storten bedrijfsvoorheffing bedraagt 0,25 pct. van het bruto bedrag van de bezoldigingen voor inhouding van de persoonlijke sociale zekerheidsbijdrage.

De Koning bepaalt de toepassingsmodaliteiten van dit artikel. ».

Art. 29. Artikel 28 is van toepassing op de vanaf 1 oktober 2007 betaalde of toegekende bezoldigingen.

Art. 30. In titel VI, hoofdstuk I, afdeling IV, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 275⁸ ingevoegd, luidende :

« Art. 275⁸. - Dit artikel is van toepassing op de werkgevers die zich uitsluitend bezighouden met de champignonteelt en vallen onder het paritair comité voor het tuinbouwbedrijf en die in toepassing van artikel 270, 1^o, schuldenaar zijn van bedrijfsvoorheffing.

De in het eerste lid bedoelde werkgevers zijn er niet toe gehouden een deel van de bedrijfsvoorheffing die zij verschuldigd zijn uit hoofde van een in artikel 273, 1^o, bedoelde betaling of toekenning van belastbare bezoldigingen aan de werknemers in de Schatkist te storten. Deze bepaling mag evenwel slechts worden toegepast met betrekking tot de in uitvoering van artikel 272 ingehouden bedrijfsvoorheffing.

De niet te storten bedrijfsvoorheffing bedraagt 6 pct. van het bruto bedrag van de bezoldigingen voor inhouding van de persoonlijke sociale zekerheidsbijdragen.

Pour bénéficier de la dispense de versement du précompte professionnel visée au présent article, l'employeur doit fournir, à l'occasion de sa déclaration au précompte professionnel, la preuve que les travailleurs pour lesquels la dispense est invoquée, ont été occupés, pendant la période à laquelle se rapporte la déclaration au précompte professionnel, dans la culture de champignons. Le Roi fixe les modalités d'administration de cette preuve. ».

Art. 31. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date d'entrée en vigueur de l'article 30.

Art. 32. A l'article 31 de la loi du 3 juillet 2005 portant des dispositions diverses relatives à la concertation sociale, les mots « 1^{er} janvier 2007 » sont chaque fois remplacés par les mots « 1^{er} janvier 2009 ».

CHAPITRE II. — Modification de l'article 31 bis du Code des impôts sur les revenus 1992 et de l'article 289 de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses

Art. 33. À l'article 31 bis du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 27 décembre 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° la phrase liminaire de l'alinéa 1^{er}, 1°, est remplacée par la disposition suivante :

« 1° les préensions et les indemnités complémentaires obtenues par le travailleur durant une période d'inactivité, de reprise du travail auprès d'un autre employeur ou de reprise du travail en tant qu'indépendant. Les indemnités complémentaires précitées sont, pour autant que l'obligation pour l'ancien employeur de poursuivre le paiement de ces indemnités après reprise du travail soit effectivement mentionnée dans une convention collective de travail ou dans une convention individuelle prévoyant le paiement de l'indemnité complémentaire; »;

2° l'alinéa 1^{er}, 1°, deuxième tiret, est remplacé par la disposition suivante :

« - les indemnités complémentaires obtenues directement ou indirectement par un ancien travailleur qui a atteint l'âge de 50 ans et qui bénéficie d'allocations de chômage comme chômeur complet ou qui pourrait en bénéficier s'il n'avait pas repris le travail et pour autant que la convention dont il s'agit ne soit pas une convention collective de travail sectorielle conclue avant le 30 septembre 2005 ou une convention sectorielle qui prolonge une telle convention sans interruption; »;

3° l'article est complété par la disposition suivante :

« Les préensions se composent des éléments suivants :

1° une allocation de chômage :

2° une indemnité complémentaire visée à l'article 4, § 3, deuxième tiret, de la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, ainsi que l'indemnité visée dans une convention collective de travail conclue conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 relative aux conventions collectives de travail et aux commissions paritaires, qui prévoit des avantages au moins équivalents à ceux prévus par la convention de travail n° 17 précitée. ».

Art. 34. A l'article 289 de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I), sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 4 est remplacé comme suit :

« Les articles 276, 282, 1°, et 283 sont applicables aux indemnités complémentaires payées ou attribuées à partir du 1^{er} janvier 2006. »;

2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 4 et 5 :

« L'article 282, 2°, est applicable aux indemnités complémentaires payées ou attribuées à partir du 1^{er} janvier 2007. ».

Art. 35. L'article 33 est applicable aux indemnités complémentaires payées ou attribuées à partir du 1^{er} janvier 2007.

Om de in dit artikel bedoelde vrijstelling van storting van de bedrijfsvoorheffing te verkrijgen, moet de werkgever, ter gelegenheid van zijn aangifte in de bedrijfsvoorheffing, het bewijs leveren dat de werknemers in hoofde van wie de vrijstelling wordt gevraagd, tijdens de periode waarop die aangifte betrekking heeft, zijn tewerkgesteld in de champignonteelt. De Koning bepaalt de nadere modaliteiten voor het leveren van dit bewijs. ».

Art. 31. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de datum van inwerkingtreding van artikel 30.

Art. 32. In artikel 31 van de wet van 3 juli 2005 houdende diverse bepalingen betreffende het sociaal overleg, worden de woorden « 1 januari 2007 » telkens vervangen door de woorden « 1 januari 2009 ».

HOOFDSTUK II. — Wijziging van artikel 31 bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en van artikel 289 van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen

Art. 33. In artikel 31 bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de wet van 27 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de aanhef van het eerste lid, 1°, wordt vervangen als volgt :

« 1° de brugpensioenen en de aanvullende vergoedingen die de werknemer heeft verkregen tijdens een periode van inactiviteit, van werkhervervating bij een andere werkgever of van werkhervervating als zelfstandige. De voormalde aanvullende vergoedingen zijn, voor zover de verplichting van de gewezen werkgever tot doorbetaling van die vergoedingen na werkhervervating wel is opgenomen in een collectieve arbeidsovereenkomst of in een individuele overeenkomst die voorziet in de uitbetaling van de aanvullende vergoeding; »;

2° het eerste lid, 1°, tweede streepje, wordt vervangen als volgt :

« - de aanvullende vergoedingen die een gewezen werknemer, die de leeftijd van 50 jaar heeft bereikt en die werkloosheidssuitkeringen als volledige werkloze verkrijgt of zou kunnen verkrijgen indien hij het werk niet had hervat, rechtstreeks of onrechtstreeks heeft verkregen en voor zover de desbetreffende overeenkomst geen sectorale collectieve arbeidsovereenkomst is die is afgesloten voor 30 september 2005 of geen sectorale overeenkomst is die een dergelijke overeenkomst zonder onderbreking verlengt; »;

3° het artikel wordt aangevuld als volgt :

« De brugpensioenen bestaan uit de volgende componenten :

1° een werkloosheidssuitkering;

2° een aanvullende vergoeding als bedoeld in artikel 4, § 3, tweede streepje, van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, alsmede de vergoeding bedoeld in een collectieve arbeidsovereenkomst die is gesloten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomst en de paritaire comités en die voorziet in voordelen die op zijn minst gelijkwaardig zijn aan de voordelen die in de voormalde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 zijn vastgesteld. ».

Art. 34. In artikel 289 van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I), worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het vierde lid wordt vervangen als volgt :

« De artikelen 276, 282, 1°, en 283 zijn van toepassing op de aanvullende vergoedingen die vanaf 1 januari 2006 worden betaald of toegekend. »;

2° het volgende lid wordt ingevoegd tussen het vierde en het vijfde lid :

« Artikel 282, 2°, is van toepassing op de aanvullende vergoedingen die vanaf 1 januari 2007 worden betaald of toegekend. ».

Art. 35. Artikel 33 is van toepassing op de aanvullende vergoedingen die vanaf 1 januari 2007 worden betaald of toegekend.

CHAPITRE III. — Modifications du Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de réduction d'impôt pour pensions et revenus de remplacement

Art. 36. À l'article 146 du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié en dernier lieu par la loi du 27 décembre 2006, sont apportées les modifications suivantes :

- a) dans le 1^o, les mots « , y compris les prépensions » sont supprimés;
- b) le 2^o est abrogé.

Art. 37. A l'article 147 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 27 décembre 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le 2^o est remplacé comme suit :

« 2^o lorsque le revenu net se compose partiellement de pensions ou d'autres revenus de remplacement : une quotité du montant visé au 1^o, proportionnelle au rapport qu'il y a entre, d'une part, le montant net des pensions et des autres revenus de remplacement et, d'autre part, le montant du revenu net, à l'exclusion :

a) du salaire obtenu chez le nouvel employeur ou du revenu obtenu issu d'une nouvelle activité professionnelle en tant qu'indépendant, dans le cas de l'obtention :

-soit, d'une indemnité complémentaire visée à l'article 31 bis, alinéa 3, 2^o;

-soit, d'une indemnité complémentaire visée à l'article 31 bis, alinéa 3, 2^o, avec une indemnité complémentaire visée à l'article 31 bis, alinéa 1^{er}, 1^o, premier tiret, et alinéa 2;

- soit, d'une indemnité complémentaire visée à l'article 31 bis, alinéa 1^{er}, deuxième tiret, et alinéa 2;

b) des revenus d'activités, dans le cas de l'obtention par un contribuable qui a atteint l'âge légal de la retraite, d'une pension légale qui ne dépasse pas le montant visé à l'article 154, § 2, 1^o, ou dans le cas de l'obtention d'une pension de survie; »;

2^o l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Par revenus d'activités visés à l'alinéa 1^{er}, 2^o, on entend les revenus professionnels diminués :

1^o des revenus visés à l'article 23, § 1^{er}, 5^o;

2^o des indemnités obtenues en réparation totale ou partielle d'une perte temporaire de revenus. ».

Art. 38. L'article 154 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 23 décembre 2005, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 154. § 1^{er}. Une réduction supplémentaire est accordée lorsque l'ensemble des revenus nets se compose exclusivement de pensions ou de revenus de remplacement.

La réduction supplémentaire est calculée suivant les règles fixées aux paragraphes suivants.

§ 2. La réduction supplémentaire est égale à l'impôt qui subsiste après application des articles 147 à 152, lorsque l'ensemble des revenus nets se compose exclusivement :

1^o de pensions ou de revenus de remplacement et que le montant total de ces revenus n'excède pas le montant maximum de l'allocation légale de chômage, non compris le complément d'ancienneté octroyé aux chômeurs âgés;

2^o d'allocations de chômage et que le montant de ces allocations n'excède pas le montant maximum de l'allocation légale de chômage, le cas échéant en ce compris le complément d'ancienneté octroyé aux chômeurs âgés, lorsque le contribuable a atteint l'âge de 50 ans au plus tard le 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition;

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen aan het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 inzake de belastingvermindering voor pensioenen en vervangingsinkomsten

Art. 36. In artikel 146 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, laatst gewijzigd bij de wet van 27 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het 1^o vervallen de woorden « , met inbegrip van brugpensioenen »;

b) het 2^o wordt opgeheven.

Art. 37. In artikel 147 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 27 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het 2^o wordt vervangen als volgt :

« 2^o als het netto-inkomen gedeeltelijk uit pensioenen of andere vervangingsinkomsten bestaat : een gedeelte van het in 1^o bedoelde bedrag, welk gedeelte evenredig is met de verhouding tussen, enerzijds, het netto bedrag van de pensioenen en de andere vervangingsinkomsten en, anderzijds, het netto-inkomen met uitsluiting :

a) van het loon dat bij de nieuwe werkgever wordt verkregen of van het inkomen dat uit een nieuwe zelfstandige beroepsactiviteit wordt verkregen, in geval van het verkrijgen van :

- ofwel, een in artikel 31 bis, derde lid, 2^o, bedoelde aanvullende vergoeding;

- ofwel, een in artikel 31 bis, derde lid, 2^o, bedoelde aanvullende vergoeding samen met een in artikel 31 bis, eerste lid, 1^o, eerste streepje, en tweede lid, bedoelde aanvullende vergoeding;

- ofwel, een in artikel 31 bis, eerste lid, tweede streepje, en tweede lid, bedoelde aanvullende vergoeding;

b) van de activiteitsinkomsten, in geval van het verkrijgen door een belastingplichtige die de wettelijke pensioenleeftijd heeft bereikt, van een wettelijk pensioen dat het bedrag bedoeld in artikel 154, § 2, 1^o, niet overschrijdt of in geval van het verkrijgen van een overlevingspensioen; »;

2^o het artikel wordt met het volgende lid aangevuld :

« Onder activiteitsinkomsten als bedoeld in het eerste lid, 2^o, wordt verstaan de beroepsinkomsten verminderd met :

1^o de in artikel 23, § 1, 5^o, bedoelde inkomsten;

2^o de vergoedingen verkregen tot volledig of gedeeltelijk herstel van een tijdelijke derving van inkomsten. ».

Art. 38. Artikel 154 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 23 december 2005, wordt vervangen als volgt :

« Art. 154. § 1. Een bijkomende vermindering wordt verleend wanneer het totale netto-inkomen uitsluitend bestaat uit pensioenen of vervangingsinkomsten.

De bijkomende vermindering wordt berekend volgens de in de volgende paragrafen bepaalde regels.

§ 2. De bijkomende vermindering is gelijk aan de belasting die overbleeft na toepassing van de artikelen 147 tot 152 wanneer het totale netto-inkomen uitsluitend bestaat uit :

1^o pensioenen of vervangingsinkomsten en het totale bedrag van die inkomsten niet hoger is dan het maximumbedrag van de wettelijke werkloosheidssuitkering, de ancieniteitsstoeslag voor oudere werklozen niet inbegrepen;

2^o werkloosheidssuitkeringen en het bedrag van die uitkeringen niet hoger is dan het maximumbedrag van de wettelijke werkloosheidssuitkering, in voorkomend geval met inbegrip van de ancieniteitsstoeslag voor oudere werklozen, indien de belastingplichtige op 1 januari van het aanslagjaar de leeftijd van 50 jaar heeft bereikt;

3° d'indemnités légales d'assurance en cas de maladie ou d'invalidité et que le montant de ces revenus n'excède pas les dix neuvièmes du montant maximum de l'allocation légale de chômage, en ce non compris le complément d'ancienneté octroyé aux chômeurs âgés.

Lorsqu'une imposition commune est établie, l'ensemble des revenus nets des deux conjoints est pris en considération pour l'application de l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Dans les cas autres que ceux visés au § 2, la réduction supplémentaire est égale à la différence positive entre :

1° le montant de l'impôt qui subsiste après application des articles 147 à 152 et

2° la différence entre :

- lorsque l'ensemble des revenus nets se compose exclusivement de pensions ou de revenus de remplacement, ces pensions ou revenus de remplacement et le montant maximum applicable conformément au § 2, 1^o;

- lorsque l'ensemble des revenus nets se compose exclusivement d'allocations de chômage, ces allocations de chômage et le montant maximum applicable conformément au § 2, 2^o;

- lorsque l'ensemble des revenus nets se compose exclusivement d'indemnités légales d'assurance en cas de maladie ou d'invalidité, ces indemnités légales d'assurance en cas de maladie ou d'invalidité et le montant maximum applicable conformément au § 2, 3^o.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 2^o, premier tiret, la réduction supplémentaire est le cas échéant répartie en proportion de la quotité de l'impôt qui subsiste après application des articles 147 à 152 et relativement aux pensions ou autres revenus de remplacement, aux allocations de chômage ou aux indemnités légales d'assurance en cas de maladie ou d'invalidité et le total de l'impôt qui subsiste après application des articles 147 à 152.

Lorsqu'une imposition commune est établie, tant l'ensemble des revenus nets que le montant de l'impôt subsistant des deux conjoints sont pris en considération pour l'application de l'alinéa 1^{er}.

La réduction supplémentaire ainsi calculée est répartie proportionnellement sur le montant de l'impôt de chacun des conjoints qui subsiste après application des articles 147 à 152.

Le cas échéant, l'article 153 s'applique sur la somme de la réduction déterminée en application des articles 147 à 152 et de la réduction supplémentaire déterminée en application du présent paragraphe. ».

Art. 39. Les articles 36, 37 et 38 sont applicables aux revenus payés ou attribués à partir du 1^{er} janvier 2007.

CHAPITRE IV. — *Modification de l'article 515bis du Code des Impôts sur les revenus 1992*

Art. 40. A l'article 515bis du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 28 décembre 1992 et modifié par les lois du 17 mai 2000 et du 23 décembre 2005, le dernier alinéa est complété comme suit :

« Le montant de 50.000 euros est adapté annuellement et simultanément à l'indice des prix à la consommation du Royaume conformément à l'article 178. ».

3° wettelijke ziekte- en invaliditeitsuitkeringen en het bedrag van die inkomen niet hoger is dan tien negenden van het maximumbedrag van de wettelijke werkloosheidssuitkering, de anciënniteitstoeslag voor oudere werklozen niet inbegrepen.

Wanneer een gemeenschappelijke aanslag wordt gevestigd, worden de totale netto-inkomens van de beide echtgenoten samengegeteld voor de toepassing van het eerste lid.

§ 3. In de andere dan in § 2 bedoelde gevallen is de bijkomende vermindering gelijk aan het positieve verschil tussen :

1° het bedrag van de belasting die nog overblijft na toepassing van de artikelen 147 tot 152, en

2° het verschil tussen :

- wanneer het totale netto-inkomen uitsluitend bestaat uit pensioenen of vervangingsinkomsten, die pensioenen of vervangingsinkomsten en het maximumbedrag dat overeenkomstig § 2, 1^o, van toepassing is;

- wanneer het totale netto-inkomen uitsluitend bestaat uit werkloosheidssuitkeringen, die werkloosheidssuitkeringen en het maximumbedrag dat overeenkomstig § 2, 2^o, van toepassing is;

- wanneer het totale netto-inkomen uitsluitend bestaat uit wettelijke ziekte- en invaliditeitsuitkeringen, die wettelijke ziekte- en invaliditeitsuitkeringen en het maximumbedrag dat overeenkomstig § 2, 3^o, van toepassing is.

In het geval bedoeld in het eerste lid, 2^o, eerste streepje, wordt de bijkomende vermindering in voorkomend geval verdeeld naar de verhouding van het gedeelte van de belasting dat nog overblijft na toepassing van de artikelen 147 tot 152 en dat respectievelijk betrekking heeft op pensioenen of andere vervangingsinkomsten, op werkloosheidssuitkeringen of op wettelijke ziekte- en invaliditeitsvergoedingen en het totaal van de belasting dat nog overblijft na toepassing van de artikelen 147 tot 152.

Wanneer een gemeenschappelijke aanslag wordt gevestigd, worden zowel de totale netto-inkomens als het bedrag van de overblijvende belasting van de beide echtgenoten samengegeteld voor de toepassing van het eerste lid.

De aldus berekende bijkomende vermindering wordt verdeeld in verhouding tot het bedrag van de belasting van elke echtgenoot die nog overblijft na toepassing van de artikelen 147 tot 152.

In voorkomend geval is artikel 153 van toepassing op de som van de bij toepassing van de artikelen 147 tot 152 bepaalde vermindering verhoogd met de bij toepassing van deze paragraaf bepaalde bijkomende vermindering. ».

Art. 39. De artikelen 36, 37 en 38 zijn van toepassing op de inkomen die vanaf 1 januari 2007 worden betaald of toegekend.

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van artikel 515bis van het Wetboek van de Inkomenbelastingen 1992*

Art. 40. In artikel 515bis van het Wetboek van de inkomenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 28 december 1992 en gewijzigd bij de wetten van 17 mei 2000 en 23 december 2005, wordt het laatste lid aangevuld als volgt :

« Het bedrag van 50.000 euro wordt jaarlijks en gelijktijdig aan het indexcijfer van de consumptieprijsen van het Rijk aangepast overeenkomstig artikel 178. ».

Art. 41. L'article 40 est applicable aux capitaux liquidés à partir du 1^{er} janvier 2006.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 mai 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

D. REYNDERS

Le Ministre des Affaires sociales

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Emploi,

P. VAN VELTHOVEN

Scellé du sceau de l'Etat

La Ministre de la Justice,

Mme L. ONKELINX

Notes

(1) Voir :

Documents de la Chambre des représentants : 513011 - 200612007

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 à 4 : Amendements. N° 5 et 6 : Rapports.

N° 7 : Texte adopté par les commissions. N° 8 : Amendements.

N° 9 : Texte adopté par les commissions.

N° 10 : Rapport.

N° 11 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 24 et 25 avril 2007.

Documents du Sénat : 3-2436 - 200612007 :

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat. N° 2 et 3 : Rapports.

N° 4 : Décision de ne pas amender.

Annales du Sénat : 26 avril 2007.

Art. 41. Artikel 40 is van toepassing op de kapitalen die vanaf 1 januari 2006 worden uitgekeerd.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel 17 mei 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,

D. REYNDERS

De Minister van Sociale Zaken,

R. DEMOTTE

De Minister van Werk,

P. VAN VELTHOVEN

Met 's Lands zegel gezegeld

De Minister van Justitie,

Mevr. L. ONKELINX

Nota's

(1) Zie :

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

511011 - 200612007

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nrs. 2 tot 4 : Amendementen. Nrs. 5 en 6 : Verslagen.

Nr. 7 : Tekst aangenomen door de commissies. Nr. 8 : Amendementen.

Nr. 9 : Tekst aangenomen door de commissies. Nr. 10 : Verslag.

Nr. 11 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal verslag : 24 en 25 april 2007.

Stukken van de Senaat : 3-2436 - 200612007

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat. Nrs. 2 en 3 : Verslagen.

Nr. 4 : Beslissing om niet te amenderen.

Handelingen van de Senaat : 26 april 2007.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2007 — 2543

[2007/201715]

3 JUIN 2007. — Arrêté royal réduisant à cinq le nombre minimum moyen de travailleurs requis pour avoir droit à l'indemnité de fermeture en vertu de l'article 10, § 2, de la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises, notamment l'article 10, remplacé par la loi du 11 juillet 2006;

Vu l'avis n° 1.575 du Conseil national du Travail, donné le 21 novembre 2006;

Vu l'avis du Comité de gestion du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, donné le 21 décembre 2006;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 21 mars 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 mars 2007;

Vu l'avis n° 42.621/1 du Conseil d'Etat, donné le 19 avril 2007 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2007 — 2543

[2007/201715]

3 JUNI 2007. — Koninklijk besluit tot vermindering van het vereist gemiddeld minimum aantal werknemers tot vijf krachtens artikel 10, § 2, van de wet van 26 juni 2002 betreffende de sluiting van de ondernemingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 juni 2002 betreffende de sluiting van de ondernemingen, inzonderheid op artikel 10, vervangen bij de wet van 11 juli 2006;

Gelet op het advies nr. 1.575 van de Nationale Arbeidsraad, gegeven op 21 november 2006;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers, gegeven op 21december 2006;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 21 maart 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 22 maart 2007;

Gelet op het advies nr. 42.621/1 van de Raad van State, gegeven op 19 april 2007 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;